



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contact : ecrire@npa2009.org

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 10 mars 2014

Elections municipales :

Faire entendre la voix de l'opposition ouvrière au gouvernement

Avec le « Pacte de responsabilité » qui va permettre aux patrons de toucher 30 milliards d'euros d'aides supplémentaires, sans même s'engager à créer le moindre emploi, la coupe est pleine. Ce pacte entre Hollande et le MEDEF suscite l'écœurement chez les salariés. Ce gouvernement, comme le précédent, a pour unique préoccupation de trouver comment verser toujours plus de subventions aux grandes entreprises. Il peut ensuite nous chanter le refrain habituel : « *les caisses de l'État sont vides, il faut faire des sacrifices* ». Elles sont vidées par un virement permanent vers les comptes des plus riches. Ce sont ces mêmes grandes fortunes qui annoncent jour après jour le licenciement de milliers de salariés ici et là pour augmenter encore leurs profits.

Il est temps de faire entendre notre colère et de saisir les occasions de l'exprimer. Les élections municipales en sont une, du moins là où des listes exprimant l'opposition du monde du travail au gouvernement se présentent.

Les politiciens de droite ou du PS et apparentés, qui se présentent un peu partout pour conserver ou prendre un fief municipal, tentent de faire croire qu'il y aurait un enjeu pour nous à leur élection. C'est complètement faux, puisque les moyens dont dispose une mairie dépendent de ce que l'État lui alloue comme financement. Au moment où toutes les mesures gouvernementales sont prises pour nous serrer la ceinture, il est évident que dans le domaine du logement ou des services publics, les moyens sont et seront insuffisants.

Refusons la politique pro-patronale du gouvernement

Partout où c'est possible, pour refuser ce chantage à la « crise », il faut voter pour des listes qui mettent en avant les intérêts des travailleurs et de tous ceux qui sont privés d'emplois : celles présentées par le Nouveau Parti Anticapitaliste ou par Lutte Ouvrière. C'est une manière d'exprimer notre refus de la politique pro-patronale menée par la gauche gouvernementale comme par la droite, tout comme notre refus de la démagogie d'extrême-droite, qui ne vise qu'à dresser les travailleurs les uns contre les autres : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, précarisent et suppriment des postes !

Les listes du NPA et de LO défendent des revendications d'urgence pour tous, entre autres :

Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous avec maintien du salaire.

- Augmentation des salaires de 300 € mensuels pour tous ; pas de salaires inférieurs à 1700 € nets.
- Arrêt des subventions à fonds perdus aux entreprises privées, sous prétexte de création d'emplois qu'on n'a jamais vus et ne verra pas ; mais créations des emplois indispensables dans les services publics.

Ces mesures n'ont rien d'utopique. Elles permettraient aux travailleurs de traverser la crise en la faisant payer à ceux qui s'enrichissent sur le dos des couches populaires. Il s'agit de prendre l'argent où il est : dans la poche des gros actionnaires, des prédateurs du CAC 40.

Bien sûr, aucune élection ne permettra cela. C'est pourquoi le programme défendu par les listes NPA ou LO est un programme de luttes, mieux, un programme d'unification de nos luttes qui actuellement restent encore dispersées.

C'est la classe des travailleurs qui fait tourner l'économie et qui organise tout ce qui est nécessaire à la société. C'est elle qui par ses luttes peut inverser le rapport de forces avec les patrons et le gouvernement. Il est temps de nous préparer, bien au-delà des élections, aux combats indispensables.

Voter pour ces listes du NPA et de LO, c'est renforcer tous ceux qui refusent de baisser la tête et de se résigner, tous ceux qui se battent contre l'exploitation.

Dans les Hauts-de-Seine le NPA présente une liste à Nanterre, liste conduite par Yann Le Merrer, postier, et où sont candidats notamment des postiers qui participent actuellement à la grève de la Poste à Rueil et dans le département.

Nous appelons tous ceux qui habitent Nanterre à voter pour la liste du NPA.

Réseau Renault en grève

Dans les succursales Renault, la grogne sur les salaires se poursuit. Soumis aux mêmes mesures d'AGS dérisoires que chez Renault SA, les salariés des succursales des principales villes de France étaient en grève lundi 3 mars. Ils ont obtenu une nouvelle réunion de négociation alors que la direction voulait se contenter comme pour les Renault d'un seul rendez-vous. Pas encore suffisant pour la faire reculer mais la mobilisation se poursuit.

Des NAO qui ne passent pas

A Renault Lardy, 130 salariés ont débrayé une heure vendredi 21 février pour protester contre le résultat des Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires. Avec 0 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires) en 2014 pour les ETAM et les cadres, et des miettes en Augmentation Individuelle, les raisons de débrayer ne manquent pas.

Les ramasse-miettes

Dans un communiqué commun, les syndicats signataires de l'accord de négociation salariale de 2014 se félicitent d'avoir obtenu 1 % d'augmentation individuelle en moyenne (il n'y a plus que les APR qui ont des AGS) lors des NAO. S'ils regrettent de ne pas avoir obtenu 1,2 % comme ils le demandaient, FO, CFDT et CGC « *reconnais[ent] dans la tenue de cette négociation, une direction plus à l'écoute des organisations syndicales* » et « *un dialogue social de qualité* » ! Quand on ne demande pas grand-chose, on a toutes les chances de se faire entendre.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat

Les salariés AKKA en bagarre depuis plusieurs semaines contre la baisse de leurs frais professionnels qui leur fait perdre plusieurs centaines d'euros continuent leur mouvement. Vendredi 28 février, ceux de Lardy ont rejoint la grosse centaine de salariés devant le bâtiment Gershwin de l'agence AKKA de Guyancourt. Avec banderole, pancartes et au son de « *Prestataires en colère, en lutte pour nos salaires* », ils ont montré leur détermination à ne pas se laisser faire. Leur lutte continue et ils envisagent d'autres actions.

1300 suppressions de postes de travail chez Renault Trucks

Renault Trucks, la filiale en France de Volvo, issu de la vente en 2001 de Renault Véhicules Industriels au groupe suédois, vient d'annoncer la suppression de 508 postes de travail.

Il faut y ajouter la suppression de 800 postes chez le personnel extérieur travaillant sur les sites. Cela fait donc au total 1 300 suppressions de postes, ce qui représente près de 10 % des effectifs de Renault Trucks, 8 900 salariés. Les suppressions d'emplois annoncées s'étaleraient sur trois ans et devraient concerner les sites de Lyon (Rhône), Bourg-en-Bresse (Ain) et Blainville-sur-Orne (Calvados).

Le groupe Volvo prévoit de distribuer aux actionnaires le même dividende en 2014 qu'en 2013. Ce sont donc les salariés qui payent les conséquences de la baisse des ventes des camions Volvo. Les mêmes recettes s'appliquent partout dans l'automobile.

Les caisses noires des patrons de la métallurgie

Denis Gautier Sauvagnac, l'ancien patron de l'UIMM, a été pris la main dans le sac. Gérant la caisse noire patronale qui disposait de 600 millions d'euros, il a été reconnu coupable d'en avoir détourné en liquide 16 millions d'euros entre 2000 et 2007.

Le jugement est tombé le 10 février : un an de prison ferme. Même s'il fait appel, ça fait tache... Les raisons qu'il a donné : cracher pour « fluidifier » les relations sociales, comme il ose dire. En clair, graisser la patte. Et il aurait mouillé tous les syndicats, même s'il ne donne aucune précision. Il précise encore moins les autres usages de ce fluide anti-grève : briseurs de grèves, opérations de flicage, aides financières aux patrons ? Il préfère risquer la tôle : l'omerta est la loi du milieu.

Ces 600 millions d'euros de la caisse noire d'entraide patronale viennent des versements que Renault et PSA, entre autres, ont sortis de leur trésorerie. Toutes les grandes entreprises de la métallurgie sont parties prenantes de ce système mafieux et continuent à balader les syndicats dans des négociations inutiles.

Manifestons le 18 mars et préparons la suite !

Le « pacte de responsabilité » du gouvernement Hollande-Ayrault, c'est 30 milliards d'euros de cadeaux au patronat sous forme d'exonération de cotisations sociales sans condition, et 50 milliards de coupes budgétaires. C'est-à-dire des suppressions de postes et de moyens pour les hôpitaux, les écoles et autres services publics indispensables.

La CGT, la FSU, FO et Solidaires appellent tous les travailleurs à une journée d'action (grèves et manifestations) le 18 mars. Certes l'appel de ces directions syndicales, qui par ailleurs participent aux négociations, n'est pas à la hauteur de l'opposition nette et massive qui sera nécessaire face aux nouvelles attaques que représente ce « pacte ». Et surtout il ne suffira pas d'une seule journée de mobilisation pour faire reculer le gouvernement. Mais cette journée est une occasion de dire tous ensemble notre refus de ce plan d'attaque anti-travailleurs. Elle sera aussi l'occasion de discuter entre nous et de préparer la riposte nécessaire, le mouvement contagieux d'une entreprise à l'autre qui pourrait faire ravalier leurs coups au patronat et au gouvernement.